

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 188 | Date 22-28 janvier, 2024

**(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)**

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 50 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

23 janvier : La Direction turque des Affaires religieuses (Diyanet) a déposé une plainte pénale contre l'écrivain et linguiste arménien Sevan Nişanyan pour ses propos sur l'appel islamique à la prière (adhan).

24 janvier : Les gendarmes du sud-est de la Turquie ont arrêté trois directeurs d'école en raison de leurs story

WhatsApp commémorant les victimes du massacre de Roboski en 2011.

24 janvier : Sinan Aygül, un journaliste local de l'est de la Turquie qui a été agressé l'année dernière par deux personnes liées au maire d'une municipalité dirigée par le Parti de la justice et du développement (AKP), a été condamné à une peine de prison pour avoir insulté l'un des agresseurs.

26 janvier : Un journaliste turc, Ahmet Ayva, a été envoyé en prison à Istanbul après que sa condamnation pour des accusations liées au terrorisme ait été confirmée par la Cour suprême d'appel.

## LIBERTÉ DE RELIGION

28 janvier : Des assaillants masqués ont attaqué une église italienne à Istanbul pendant un service dimanche, tuant une personne, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

22 janvier : Une plateforme internationale établie par quatre associations de juges en Europe pour promouvoir l'État de droit en Turquie a appelé le pays à prendre les mesures nécessaires à la restauration de l'État de droit et à se conformer aux décisions de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

25 janvier : Environ 23 400 requêtes de la Turquie sont pendantes devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), ce qui en fait le pays ayant le plus grand nombre d'affaires en 2023, selon les statistiques de la Cour.

## **AUTRES MINORITÉS**

26 janvier : Yeniden Refah Partisi (YRP) a utilisé des expressions discriminatoires et LGBTI+phobes telles que « S'il n'y a pas de moralité, il y a LGBT ! » et « Nous chasserons les organisations perverses de notre ville » dans les vidéos publiées sur les réseaux sociaux dans le cadre de la campagne électorale locale du 31 mars 2024.

## **CONDITIONS CARCÉRALES**

23 janvier : Les membres des familles des détenus de la prison de Çorum, dans le centre de la Turquie, se plaignent des mauvaises conditions et de la surpopulation.

## **TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS**

22 janvier : Des gardiens de prison de Diyarbakır auraient battu six détenus qui saluaient un codétenu alors qu'il rentrait dans sa cellule après avoir reçu des visiteurs.

25 janvier : Les cellules des prisonniers de la prison de haute sécurité n°2 d'Ankara Sincan ont été modifiées sans aucune justification et certains prisonniers ont été soumis à des violences physiques et verbales de la part des gardiens.

26 janvier : L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté mercredi une résolution sur la torture et les mauvais traitements dans les lieux de détention à travers l'Europe, abordant l'augmentation des incidents présumés signalés en Turquie ces dernières années.

## **RÉPRESSION TRANSNATIONALE**

25 janvier : Selon un rapport de Freedom House sur la répression transnationale mondiale cité par le Centre de Stockholm pour la liberté (SCF), la campagne d'Ankara vise principalement les personnes affiliées au mouvement Gülen, mais les efforts du gouvernement se sont étendus pour inclure également les Kurdes et les gauchistes. Les autorités turques ont commis 132 incidents, soit 15 % du total, de répression transnationale directe et physique depuis 2014.